

Le *Groupement international, interculturel et interconvictionnel* (G3i) et la revue *Diasporiques/Cultures en mouvement* ont décidé de s'associer pour organiser un premier débat sur l'intérêt du concept d'interconvictionnalité en tant qu'outil privilégié du développement d'un exercice responsable des libertés, en particulier de la liberté de pensée.

## Interconvictionnalité, vérité et liberté de pensée

**Philippe Lazar** : Sans doute est-il sage de commencer ce débat en rappelant ce qu'on peut entendre par « interconvictionnalité », ce néologisme auquel il a déjà été fait allusion à plusieurs reprises dans *Diasporiques*<sup>1</sup> mais dont il convient néanmoins d'approfondir le sens. Nul ne peut mieux le faire que le créateur et premier président du G3i, François Becker.

**François Becker** : Merci ! Je partirai volontiers pour ce faire d'une citation d'Albert Camus<sup>2</sup> : « J'essaierai de ne rien modifier de ce que je pense ni rien de ce que vous pensez (pour autant que je puisse en juger) afin d'obtenir une conciliation qui nous serait agréable à tous. Au contraire, ce que j'ai envie de vous dire aujourd'hui, c'est que le monde a besoin de vrai dialogue, que le contraire du dialogue est aussi bien le mensonge que le silence et qu'il n'y a donc de dialogue possible qu'entre des gens qui restent ce qu'ils sont et qui parlent vrai », une prise de position à laquelle on peut opposer l'affirmation de Friedrich Nietzsche<sup>3</sup>, « Les convictions sont

des ennemis de la vérité, plus dangereux que les mensonges », dont notre débat montrera, je l'espère, le caractère pour le moins contestable à de multiples points de vue.

Qu'est-ce donc, d'abord, qu'une conviction ? C'est « un acquiescement de l'esprit appuyé sur des justifications jugées suffisantes pour entraîner l'adhésion », nous disait Bernard Quelquejeu lors d'un colloque organisé par le G3i en 2012 au Conseil de l'Europe<sup>4</sup>. Une définition qui a l'avantage d'inclure la dynamique inhérente à toute conviction. Déjà Nietzsche avait noté<sup>5</sup> que « toute conviction a son histoire, ses formes primitives, ses tentatives et ses méprises : elle *devient* conviction, après ne l'avoir point été pendant longtemps et sans qu'elle puisse le rester... ». Et Quelquejeu alors d'ajouter : « Partant du préjugé ou de l'acquis dans le milieu familial, culturel ou sociologique, toute pensée peut évoluer d'un préjugé vers une conviction personnelle grâce à un processus d'émancipation », processus mû par un désir, une soif, de vérité. Cette évolution ne peut se faire qu'en

<sup>1</sup> « Éloge d'un néologisme, l'interconvictionnalité », *Diasporiques* n°17 (mars 2012) ; François Becker, « L'interconvictionnalité, une chance pour l'Europe », *Diasporiques* n°24 (décembre 2013).

<sup>2</sup> Albert Camus, *Actuelles – Écrits Politiques*, Gallimard, Paris 1950.

<sup>3</sup> Friedrich Nietzsche, *Humain, trop humain, un livre pour esprits libres* 1<sup>re</sup> partie, aphorisme n°483, traduit de l'allemand par A.-M. Desrousseaux, in *Œuvres complètes* publiées sous la direction de Henri Albert, Paris Société du Mercure de France 1899-1909.

<sup>4</sup> *Devenir citoyens et citoyennes d'une Europe plurielle*, Conseil de l'Europe, Strasbourg, 24 janvier 2012.

interaction avec *les autres*, à l'école, dans les lectures, dans les associations, dans les rencontres diverses. En d'autres termes ce processus est un effort de libération de la pensée personnelle vis-à-vis de la multiplicité de ses conditionnements, effort qui repose nécessairement sur des confrontations entre convictions différentes – ce que nous appelons au G3i des confrontations « interconvictionnelles ».

Que voulons-nous dire ? Nous coexistons avec des personnes de convictions religieuses ou philosophiques radicalement différentes. L'interconvictionnalité ne se contente pas de ce constat « statique » de l'existence d'une multiplicité culturelle ou culturelle. Qualifiée « d'inter » et non de « pluri », elle consiste à susciter des rencontres, des débats, des pratiques qui permettent à des convictions différentes de s'exprimer par des échanges et des confrontations, sous la seule réserve d'un respect réciproque des interlocuteurs. Elle va bien au-delà de l'interreligieux, parce que ces confrontations concernent des personnes pouvant avoir des convictions très éloignées de toute forme de religion, parce qu'elles peuvent se situer dans des champs politiques, sociaux ou culturels très diversifiés. Il s'agit donc d'un moteur d'émancipation et d'évolution potentielle réfléchi des convictions personnelles. L'interconvictionnalité incite à initier ce processus réflexif chez les autres, mais aussi à accepter que les autres jouent le même rôle vis-à-vis de soi. Elle est donc vecteur de reconnaissance mutuelle, bien au-delà de la « tolérance ». Il faut toutefois être conscient qu'un tel processus de confrontations peut parfois



être ressenti comme douloureux, voire dangereux, dans la mesure où il peut être déstabilisant en conduisant à des remises en question très profondes, d'où la tentation de considérer nos convictions les plus fondamentales comme « la vérité » et non comme notre perception de la vérité, ce qui bloque toute évolution future.

**P.L. :** Je reviens sur un point essentiel de votre très éclairante introduction à notre débat. Dans la citation de Nietzsche que vous nous rappelez, ce dernier prend nettement position contre les convictions dans la mesure où celles-ci s'opposeraient à l'énonciation de « la » vérité. Ce qui suppose implicitement qu'il existerait « une » vérité que tous n'accepteraient pas de reconnaître comme telle, lui préférant un ralliement à des positions dogmatiques, en l'occurrence des « convictions ». Il faut donc qu'à ce premier stade de notre échange Bernard Quelquejeu nous éclaire sur le concept de « vérité »<sup>6</sup> : c'est une étape obligatoire avant de passer à une réflexion sur un exercice responsable des libertés, en

**François Becker :**  
« L'interconvictionnalité consiste à susciter des rencontres, des débats, des pratiques qui permettent à des convictions différentes de s'exprimer sous la seule réserve d'un respect réciproque des interlocuteurs »

<sup>5</sup> Friedrich Nietzsche, *L'Antéchrist, imprécations contre le christianisme* » (section 55), traduit de l'allemand par Henri Albert in revue *La Société nouvelle*, Bruxelles 1895.

<sup>6</sup> On relira avec intérêt ce que Quelquejeu disait à ce propos dans le précédent numéro de *Diasporiques* (p. 20-23) : *Que peut-on entendre par « vérité » au regard de la diversité des croyances et des convictions ?*

## Les composantes de la démarche interconvictionnelle

La démarche interconvictionnelle implique **une attitude, une aptitude et des pratiques.**

**Une attitude :** Il faut commencer par analyser ce que nous appelons nos propres « convictions ». D'abord leur origine et leur histoire, leur multiplicité, l'intensité de leur « créance », leur validation (sur quoi sont-elles fondées?), leur cohérence les unes par rapport aux autres. Mais aussi leur profondeur et leur rôle opératoire : quelle est leur importance pour notre vie ? en quoi interviennent-elles sur notre façon d'agir ? dans quelle mesure peuvent-elles évoluer ?

Et pour passer à partir de là à une démarche interconvictionnelle, il faut s'efforcer de faire preuve d'empathie et reconnaître la légitimité des différences interindividuelles en matière de convictions et de leur expression, sous la seule réserve qu'il y ait réciprocité dans cette attitude.

**Une aptitude :** Il faut d'abord avoir une certaine distance critique vis-à-vis de soi-même, apprendre à contrôler ses émotions dans la confrontation à l'autre, surtout lorsqu'il s'agit des convictions les plus intimes, « ultimes » dirait Quelquejeu. Et, là encore, pour passer au domaine interconvictionnel, il faut apprendre à mieux connaître les fondements des convictions de l'autre et à conformer sa propre façon d'agir à cette plus grande compréhension. Ce qui suppose un réel niveau de responsabilité dans la façon de se comporter.

### Des pratiques de deux ordres :

– Au niveau interpersonnel, il peut s'agir d'organiser des confrontations d'idées autour de sujets spécifiques, en rappelant incessamment que les débats en question ont pour objet non pas d'arriver à une conclusion commune mais d'avoir des échanges libérés de la contrainte d'avoir à « gagner la partie ». Ces échanges peuvent notamment porter sur des attitudes, des règles de vie... avec comme objectif non pas de se mettre d'accord sur les finalités mais bien d'agir ensemble sans renoncement à ses propres certitudes.

– Au niveau politique et sociétal, il s'agit de mieux gérer la mise en place de lieux et d'institutions permettant aux porteurs de convictions différentes de parvenir à des « compromis sans compromissions ». Une approche responsable de cette nature permet à chacun de faire des concessions pour le « bien commun », qui n'impliquent aucune transgression des valeurs de chacun et de ses convictions.

**F.B.**

particulier des libertés de conscience et de pensée.

**Bernard Quelquejeu :** La question de la *vérité* est en effet incontournable lorsqu'on réfléchit à ce qu'implique une confrontation des convictions. Pourquoi ? Précisément parce que ce que nous envisageons, c'est une confrontation, et pas seulement un dialogue, un simple échange entre opinions. Les plus nombreuses des pratiques interconvictionnelles, celles que nous voudrions voir organisées dans les espaces d'action – associatif, social ou politique –, ont souvent l'obligation d'aboutir au moins à une entente réciproque, et éventuellement à une décision commune, destinée à des réalisations pratiques. Dans de telles circonstances, la simple écoute et le seul partage ne suffisent pas : s'imposent la confrontation, le débat, fréquemment la contestation. C'est alors que surgit la question de la validité, de la légitimité de ce que j'avance. De quel droit puis-je y prétendre ?

Se pose inévitablement dès lors la question : « Qu'est-ce que la vérité ? ». Nous savons que la réponse à cette interrogation demeure disputée depuis le début grec de la philosophie. Je la formule sous la forme très abrégée de quatre thèses, dont vous verrez qu'elles nous mènent au cœur de notre interrogation au sujet des libertés et de leur exercice.

La première conséquence de cette approche sous forme de thèses est d'affirmer que la vérité n'est pas plurielle, qu'elle ne saurait être relative. Dans un processus de confrontation, chacun des partenaires apporte sa conviction sous l'horizon de la vérité et peut donc se présenter comme y

« prétendant ». Ces « prétentions » à la vérité sont donc par nature diverses. Mais parler de « vérité relative », cela ne veut rien dire : une vérité « relative » n'est plus vérité. « Vérité multiple », « vérité plurielle » : de telles expressions n'ont aucune consistance, pas plus que celles du genre « à chacun sa vérité ». Dans un débat, la vérité est un *enjeu* : elle se propose dès que j'affirme quelque chose, mais elle ne se joue pas moins là où mon interlocuteur vient contester cette affirmation. Le foyer intentionnel, l'horizon de la confrontation, c'est la vérité une, la *vérité absolue*, non relative à ceci ou à cela.

Mais en même temps, (deuxième conséquence), l'idée de vérité, telle que nous venons de la voir surgir au cœur de la confrontation interconvictionnelle, désigne originairement un enjeu, une visée, une ambition, un dessein, une espérance. Elle n'est jamais ni ne peut jamais devenir quelque chose qu'on détient, qu'on possède, sur quoi on a prise, qu'on peut conserver. La confrontation perd toute signification et toute portée dès que les partenaires haussent leur légitime *prétention-visée* à la vérité au rang d'une *prétention-possession*.

La revendication de posséder et *a fortiori* de posséder seul la vérité signifie qu'on dénie au partenaire sa qualité de sujet, capable d'accord ou de désaccord, qu'on le ramène à la condition d'objet, qu'on nie son altérité. C'est là une manifestation caractérisée de violence. S'approprier le monopole de la vérité, vouloir l'imposer par toute espèce de contrainte, c'est exercer un pouvoir totalitaire, puisque c'est nier l'autre

## Quatre thèses sur la question de la vérité

**Thèse n°1** – Lorsque je prends la parole dans un débat, j'anticipe de mon interlocuteur la confiance minimum que je lui accorde moi-même, à savoir qu'il reconnaisse dans mon propos une intention de vérité, une *visée de vérité*, celle qui engage mon discours dans l'espace des raisons destinées à justifier ou à réfuter le propos tenu. Sans cette anticipation, à quoi bon entrer en dialogue ? Ma participation à la confrontation serait totalement dépourvue de sens.

**Thèse n°2** – Dans un débat, je m'exprime sous diverses formes de propositions. Si je fais une description ou une constatation, celle-ci peut être jugée exacte ou inexacte : sa validité concerne son *exactitude*. Si c'est une prescription (« Tu ne tueras pas ») ou une recommandation (« Les enfants doivent obéir à leurs parents ») que j'énonce, celle-ci peut être juste ou injuste ; sa validité concerne sa *justesse*. Enfin si j'exprime ce que j'éprouve (un reproche, un doute, un souhait), mon énoncé peut être jugé sincère ou mensonger : ce que j'ai dit sera validé selon sa *sincérité*. Aucune de ces trois validations n'homologue proprement la *vérité*. Exactitude n'est pas vérité, justesse, sincérité ne sont pas vérité.

**Thèse n°3** – Ce discernement signifie que la vérité doit être comprise comme se situant logiquement sur un plan réflexif supérieur aux autres modalités de validation telles que l'exactitude, la justesse ou la sincérité. Ce que je valide au titre de ce qui peut être *vrai*, de ce qui est visé comme vrai, suppose que je considère l'énonciation sur le plan plus réflexif comme engageant mon interlocuteur à pouvoir fournir des arguments appropriés, offerts à la discussion, la réfutation ou la ratification. La confrontation interconvictionnelle perd toute signification si elle quitte cet horizon d'une vérité visée, d'une quête partagée de vérité dans laquelle chacun engage la responsabilité de ses convictions.

**Thèse n°4** – À la différence de la simple affirmation, une telle confrontation possède une propriété remarquable : celle d'être l'espace où chacun des partenaires pose l'autre non comme un simple objet de représentation, mais comme un « autre », un *sujet* qui lui fait face et qui le pose lui-même comme son autre, susceptible d'accord ou de désaccord. Un espace où l'altérité des deux interlocuteurs, et leur liberté, sont reconnues dans la réciprocité, sous peine de frapper de non-sens la confrontation. C'est seulement au sein de cet espace, et nulle par ailleurs, que se joue la question de la vérité.

**B.Q**



**Bernard Quelquejeu** : « L'exercice des confrontations interconvictionnelles est la meilleure école de reconnaissance d'autrui dans son altérité et sa liberté »

dans ses dimensions essentielles : dans sa liberté de penser ou de juger ; dans sa liberté de conscience ou d'apprécier la bonté ou la malice d'un ordre ou d'une norme ; dans sa liberté d'embrasser ou de refuser une foi religieuse ou de professer des convictions, bref dans toutes ses libertés.

Nous sommes donc bien là au cœur du sujet qui nous préoccupe : celui du lien essentiel entre confrontations interconvictionnelles et exercice des libertés. Je propose que nous considérions systématiquement ce lien sous ses deux faces : sa face négative (s'appropriation de la possession de la vérité en refusant l'épreuve de la contestation entre convictions, autrement dit exercer un pouvoir, violent par nature, destructeur des libertés) et sa face positive (l'exercice des confrontations interconvictionnelles est la meilleure école de reconnaissance d'autrui dans son altérité et sa liberté, et donc de l'apprentissage réel des libertés, personnelles et collectives, privées et publiques, sociales et politiques).

## VÉRITÉ OU EXACTITUDE ?

**Charles Conte** : « Qu'est-ce que la vérité ? », vous vous souvenez que c'est Ponce Pilate qui jadis posa cette question. Incidemment on ne comprend pas très bien pourquoi cet homme a une réputation aussi détestable car, s'exprimant en tant que représentant de Rome, il refusa simplement de dire qui avait raison, du Sanhédrin et de Jésus, ce qu'on peut considérer comme une prise de position... laïque avant la lettre ! Pour aller au-delà de cette boutade, je tiens à dire que je suis impressionné par l'extrême qualité de la contribution de Bernard Quelquejeu. J'ai néanmoins été un peu surpris de la référence qu'il a faite au concept de vérité « absolue ». Un tel concept ne peut avoir de sens que dans le domaine des sciences dites exactes, et même dans ce domaine il faut avoir conscience du caractère évolutif des théories. En revanche, dès lors qu'on a affaire aux sciences humaines ou sociales, et sans sombrer dans un inacceptable relativisme, subsistent des différences qui relèvent de la subjectivité, de l'imaginaire voire d'une certaine irrationalité et qui rendent toute vérité effectivement « relative ».

**P.L.** : J'ai moi-même une question qui rejoint la remarque de Charles Conte. Je vous suis complètement, Bernard Quelquejeu, quand vous contestez le concept de vérité universelle s'il s'agit des questions les plus intimes de croyances ou de convictions – celles que je vous ai souvent entendu qualifier « d'ultimes » – mais avons-nous affaire aux mêmes types d'interrogations lorsque nous sommes dans le

domaine de la connaissance rationnelle ou plus spécifiquement encore scientifique ? Peut-on vraiment gérer de la même façon les différences dans les relations à l'ultime et le refus complet du réel qui accompagne certaines croyances manifestement obscurantistes, tel le créationnisme ?

**B.Q.** : Je n'ai absolument pas cherché à définir « la » vérité, je n'ai parlé que d'une quête de vérité, et cela pas de façon très générale, uniquement dans le cadre d'un dialogue interconvictionnel, ce qui exclut par nature toute discussion avec les créationnistes, qui refusent tout débat argumenté et rationnel. De surcroît, s'agissant de connaissances scientifiques, peut-on vraiment parler de « vérités », le concept d'exactitude n'est-il pas plus adapté ?

**P.L.** : Il me semble difficile de ne pas reconnaître comme *vrai* que la terre est ronde et qu'elle tourne, ce qu'on a longtemps ignoré ou nié... Je continue à penser qu'il doit être possible de faire une distinction entre le vrai ou le faux en termes scientifiques d'une part et en termes disons philosophiques de l'autre...

**Danièle Hervieu-Léger** : Je pense moi aussi pour ma part – c'est peut-être une question de formation professionnelle ! – qu'une connaissance scientifique peut plutôt être qualifiée d'exacte, et cela parce qu'elle est par nature « falsifiable », parce qu'on peut aussi la vérifier. Je ne crois pas qu'on puisse parler de « vérité », au moins au sens philosophique du terme, à son propos. Une telle connaissance peut être « vérifiée », c'est déjà beaucoup ; elle est même



souvent suffisamment établie pour pouvoir s'imposer à tous... Mais ce n'est pas une vérité au sens de l'engagement des consciences dont nous sommes, en fait, en train de parler, et cela de manière au fond très rationnelle en recourant à l'idée de réflexivité, d'engagement personnel réflexif.

**P.L.** : C'est sans doute en effet une question de vocabulaire. Parce que, quand même, on peut difficilement nier, je crois, qu'il soit *vrai* et pas seulement exact « qu'elle tourne » !

### **MISSION IMPOSSIBLE ?**

**D.H.-L.** : Je voudrais revenir sur l'intervention de Bernard Quelquejeu, que je trouve remarquable à tous points de vue, y compris pédagogique. Je pense qu'elle ne peut que recueillir la pleine adhésion de tous ceux qui sont réunis aujourd'hui pour ce débat. Mais cette affirmation induit une interrogation majeure : si l'interconvictionnalité ne peut en fait concerner que des gens qui sont d'accord pour la pratiquer, nous avons à peine besoin d'en parler ! En

---

**Charles Conte** :  
« Dès lors qu'on a affaire aux sciences humaines ou sociales, et sans sombrer dans un inacceptable relativisme, subsistent des différences qui relèvent de la subjectivité, de l'imaginaire voire d'une certaine irrationalité et qui rendent toute vérité effectivement "relative" »



**Danièle Hervieu-Léger** : « Il faut hélas reconnaître que bien des croyances ne sont jamais formulées comme des enjeux de conscience, ce sont simplement ce que j'appellerai des états de corps : elles sont complètement "incorporées" et la question de la réflexivité ne fait pas sens pour elles »

d'autres termes, que peut-on faire de ce discours, qui est une espèce de *compactus* au meilleur sens du terme de l'idéal critique des Lumières, de l'éthique chrétienne et de l'éthique juive, si ce n'est d'aider... à prêcher des convertis ? Il faut avoir conscience du caractère « local » et culturellement situé de la possibilité de pouvoir le tenir. Au-delà, on peut bien sûr essayer de travailler à trouver des ponts, mais il y a des blocages difficiles à éliminer. Je pense par exemple à une expérience troublante, franchement déroutante, que j'ai vécue l'année dernière lors d'un débat avec des collègues japonais sur les transferts culturels entre la France et le Japon. Aucune des questions qui nous sont familières – le sujet, son altérité, le face-à-face avec l'autre en tant que permettant d'aborder la question de l'absolu, etc. – n'a pu faire l'objet d'un réel échange entre nous. Donc que peut-on faire, face à ces difficultés essentielles ?

**P.L.** : Vous avez bien sûr raison de poser cette question dès lors que nous avons affaire à des cultures dont la

nature, l'enracinement géographique et l'histoire sont très diversifiés. Mais est-il bien certain que nous soyons tous d'accord, au sein même de l'Europe, pour considérer comme allant de soi de gérer les débats entre nous dans une mouvance interconvictionnelle ? La pratique institutionnelle la plus courante – celle de l'Union européenne par exemple – ne se situe-t-elle pas, aujourd'hui, essentiellement au niveau interreligieux ? Ne serait-ce pas déjà un grand progrès que de passer formellement de l'interreligieux à l'interconvictionnel dans les pratiques consultatives de l'Union ?

## VÉRITÉ, CONVICTIONS ET CROYANCES

**D.H.-L.** : Quelle est au fond la différence entre convictions et croyances ? Les convictions ne résultent-elles pas de la capacité de conférer à ses croyances une certaine exigence de réflexivité ? Nous plaçant ainsi dans un registre réflexif, nous rapportons convictions mais aussi croyances à des faits de conscience. Il faut hélas reconnaître que bien des croyances ne sont jamais formulées comme des enjeux de conscience, ce sont simplement ce que j'appellerai des états de corps : elles sont complètement « incorporées » et la question de la réflexivité ne fait pas sens pour elles. Tout cela, c'est du reçu, du donné, de l'évident, du partagé communautairement, du validé par la tradition, du « ça s'est toujours fait ».

Ainsi existe-t-il bien des comportements concernant la condition des femmes qui renvoient non pas à une théorie explicitement endossée des rapports entre les sexes mais tout simplement à un vécu immémorial

d'oppression. Les principales intéressées en sont, de fait, « complices », mais c'est une soi-disant complicité, c'est en réalité un subi incorporé de victimes. Et s'il ne s'agissait pour gérer cette situation que de mettre autour de la table des personnes de convictions différentes, l'essentiel du travail serait fait !

**F.B.** : Je suis peut-être trop optimiste mais il me semble que ce serait déjà un grand progrès que de parvenir simplement à provoquer de telles rencontres !

**Maryam Mouzzouri** : Ne devrions-nous pas aussi nous interroger sur les relations entre nos représentations de la vérité et d'autres valeurs, de nature éthique ou esthétique par exemple ? La vérité est-elle une valeur parmi d'autres ou existe-t-il une certaine hiérarchie entre elles ?

**B.Q.** : Nous avons un véritable problème sémantique avec l'idée de vérité. Ce mot peut désigner des choses vraiment différentes voire contradictoires<sup>7</sup>. Il n'y a pas d'entendement commun à son propos, alors que sur l'utile, la sagesse, la vertu, le bien commun, même le beau<sup>8</sup>, etc. il y a une certaine convergence. Pourquoi tant de diversité ? C'est à mon avis parce qu'il s'agit, philosophiquement parlant, d'une notion première. Ce qui est bien ou mal, ce qui est vrai ou faux sont des concepts tout à fait premiers qu'on ne peut pas faire précéder de définitions qui seraient en quelque sorte plus premières qu'eux. De ce fait, je ne pense pas que le mot vérité puisse être partie prenante du champ de la science. Mais est-ce jouable de le dire, à l'encontre d'un



usage largement répandu, quand on veut se faire comprendre ?

**D.H.-L.** : Il n'y a pas, il ne peut pas y avoir une substance de la vérité : c'est une case vide ! Si c'est un horizon, il recule toujours ; si personne ne peut se l'approprier, c'est vraiment une case vide et il faut le reconnaître et le dire.

**B.Q.** : Ne serait-ce pas dès lors un concept régulateur, au sens où Kant emploie ce terme, à la manière du bonheur ? Je pense ici à la magnifique tragédie de Goethe où Faust cherche, précisément, le bonheur et conclut un pacte avec Satan pour l'obtenir. Lorsque Faust croit l'avoir atteint et dit à l'instant qui passe : « Arrête-toi ! Tu es si beau ! », c'est fini, il l'a perdu à jamais. La prétention d'avoir atteint le bonheur le détruit. Il en est de même pour la vérité...

**P.L.** : Vous venez de rappeler, Danièle Hervieu-Léger, ce que Bernard Quelquejeu disait en substance dans son intervention liminaire et que je résumerai à ma manière de la façon

**Maryam Mouzzouri** : « Ne devrions-nous pas aussi nous interroger sur les relations entre nos représentations de la vérité et d'autres valeurs, de nature éthique ou esthétique par exemple ? »

<sup>7</sup> Voir par exemple *Le Petit Robert*.

<sup>8</sup> Voir le *Musée imaginaire* de Malraux.





**Philippe Lazar :**  
« On ne m'ôtera que très difficilement de l'idée qu'un certain nombre d'acquis de la science, longuement décanés au fil des siècles, méritent d'être considérés comme "vrais" »

suivante : le concept de vérité, au sens philosophique du terme, ne peut avoir de réelle signification que s'il s'agit d'une vérité absolue et, comme la vérité absolue ne saurait exister, il est sans doute préférable d'abandonner ce terme au profit de l'expression que vous avez l'un et l'autre utilisée de *quête* de vérité. Je vous rejoins complètement de ce point de vue. Cela étant, je demeure pour ma part réticent vis-à-vis de l'idée d'éliminer totalement le nom *vérité* ou l'adjectif *vrai* du vocabulaire scientifique. À une certaine échelle de finesse nous savons effectivement, comme l'écrivait très justement le physicien Bernard d'Espagnat, que le réel reste toujours « voilé », que nous n'en avons qu'une représentation au travers de modèles qui en rendent compte de façon plus ou moins pertinente. Mais on ne m'ôtera que très difficilement de l'idée qu'un certain nombre d'acquis de la science, longuement décanés au fil des siècles, méritent d'être considérés comme « vrais » et cela

même si le langage utilisé pour en faire état évolue au cours du temps : la rotondité déjà évoquée de la terre, l'attraction universelle, l'existence des atomes, l'Évolution des espèces, etc. Je reconnais néanmoins volontiers qu'il n'est pas évident de gérer la dualité entre une vérité qui existerait et une autre qui ne serait que l'objet inatteignable d'un désir... S'agissant plus spécifiquement de notre débat, je ne vois pour ma part aucun inconvénient à dire explicitement que nous le situons de fait dans le cadre de la seconde de ces acceptions. Mais, en partisan résolu de l'interconvictionnalité, j'admets parfaitement que vous ne partagiez pas cette conviction !

**D.H.-L. :** Ce sur quoi nous pouvons à coup sûr nous mettre d'accord, c'est qu'il faut garder du jeu dans nos représentations de la vérité...

**M.M. :** ... et laisser de la place à ce que j'appelle, pour ma part, expression diversifiée des spiritualités, sans mettre nécessairement dans ce vocable quelque connotation religieuse que ce soit.

### **LIBERTÉ DE PENSÉE ET LIBERTÉ DE CONSCIENCE**

**B.Q. :** Parce que, responsables de quelque façon de notre pensée, nous sommes dans l'obligation de faire croître en nous, autant que faire se peut, la seule pensée à pouvoir revendiquer une liberté de conscience dans sa plénitude, une pensée *libre*. Que peut-on entendre exactement par-là ? Une telle pensée ne peut être que le résultat d'un cheminement long, difficile, jamais achevé, qui

part de la pensée *immédiate*, exercée avant toute réflexivité, qu'il s'agisse de préjugés, d'intuitions ou d'autres formes d'état mentaux bruts. À celle-ci succède la pensée *réfléchissante*, qui redouble la connaissance qu'elle a prise d'elle-même par la réflexion, la méditation, par toutes les procédures de la critique, de la validation, ce qui la conduit à une certaine forme d'universalisation. Vient enfin la pensée *libre* elle-même, qui intègre entendement, jugement et raison en prenant nécessairement appui sur une confrontation avec d'autres pensées, c'est-à-dire très précisément au sein d'espaces de confrontations interconvictionnelles.

On voit bien dès lors comment l'interconvictionnalité favorise l'accès à la liberté individuelle de pensée mais aussi à un exercice *responsable* de cette liberté puisque nécessairement fondé sur une confrontation constructive avec d'autres pensées, respectueuse de leur diversité.

**F.B.** : Si je vous suis bien, il s'agit de prendre conscience des conditionnements de notre pensée pour s'en libérer, au moins partiellement ?

**B.Q.** : Absolument, et cette libération passe nécessairement par sa confrontation avec des pensées différentes. On ne peut pas se passer des autres pour ce faire. La famille doit jouer un rôle premier en la matière...

**P.L.** : ... même si elle est d'abord lieu de conditionnement... ?

**B.Q.** : ... bien sûr ! La famille mais aussi, naturellement l'école, et ensuite tous les lieux de vie sociale, les associations, les « réseaux sociaux »



aussi, dont on ne peut, aujourd'hui, ignorer le rôle et l'influence majeure.

## POTENTIALITÉS ET LIMITES DE L'INTERCONVICTIONNALITÉ

**Martine Cerf** : À propos de la famille, je voudrais faire part d'une réunion à laquelle j'ai récemment pris part à l'Assemblée nationale avec des responsables religieux et maçonniques, et aussi des membres du Comité national d'action laïque. Quand on a évoqué le concept d'émancipation, j'ai été frappée par la terrible résistance des religieux qui, tous, l'interprétaient comme signifiant qu'on allait contester toute relation des enfants avec leurs origines, leurs milieux, leurs croyances. Le message de la pensée libre est en fait très difficile à faire passer !

Plus généralement, en termes de liberté de pensée, jusqu'où peut-on aller, concrètement, en matière d'expression des singularités ? Où en sommes-nous aujourd'hui, après « la guerre des deux France » – celle de la pensée religieuse traditionnelle et celle de la pensée humaniste – guerre

**Martine Cerf** : « Il s'agit désormais de considérer la liberté de pensée comme un horizon, parfois individuel mais aussi collectif, avec toute la difficulté de savoir jusqu'où on peut accepter des pratiques singulières dans un espace commun »

à laquelle a mis fin la loi de 1905, qui est une loi de respect mutuel et d'accommodement ? Ce système de compromis en vue d'une paix sociale ne fonctionne plus vraiment, et cela parce que nous ne sommes plus dans une situation bipolaire mais dans celle d'une diversité bien plus grande. Une pluralité qui remet complètement en question la façon dont nous pouvions considérer la liberté de pensée comme un espace de droit. Il s'agit désormais de la considérer comme un horizon, parfois individuel mais aussi collectif, avec toute la difficulté de savoir jusqu'où on peut accepter des pratiques singulières dans un espace commun. Il me semble que c'est là un terrain très favorable au développement de ce que vous appelez, au G3i, interconvictionnalité.

**B.Q.** : C'est en effet un espace où doivent s'exprimer conjointement libertés et responsabilité...

**D.H.-L.** : ... oui, des libertés comme conquêtes de l'autonomie, ce qui implique nécessairement un exercice responsable !

**F.B.** : C'est bien en effet la raison pour laquelle nous avons qualifié de *responsable* l'exercice des libertés que favoriserait à nos yeux le développement de l'interconvictionnalité. J'ajoute que cette évolution est souhaitable non seulement entre

institutions différentes mais aussi au sein de chacune d'elles.

**D.H.-L.** : Ce serait en effet pour elles une façon judicieuse de lutter contre leur propension spontanée au dogmatisme !

**M.C.** : Il faut je crois rappeler que c'était bien là déjà le double objectif de la loi de 1905 : affirmer une liberté collective en termes de droit mais aussi favoriser une liberté intérieure par l'accès à cette pensée libre dont Bernard Quelquejeu précisait tout à l'heure la nature et les modalités de développement.

**D.H.-L.** : Oui, mais avec néanmoins un bémol : la conjoncture actuelle est franchement nouvelle, du fait de la dislocation des dispositifs de la transmission, à travers lesquels les différentes traditions de pensée transitaient d'une génération à l'autre (à charge pour la dernière de contester cet héritage et de le remanier). Il était difficile pour les individus de sortir de ces schémas hérités, de penser par eux-mêmes et d'accéder à une pensée libre. Mais la situation n'est pas plus simple quand les cadres de cette socialisation initiale ont explosé et quand on a affaire à un monde en miettes.

**F.B.** : Ce que vous dites induit pour moi une question : est-ce que

Ont participé à ce débat **François Becker**, créateur et président sortant du G3i ; **Martine Cerf**, secrétaire générale de l'association *Égale* ; **Charles Conte**, chargé de mission à la Ligue de l'enseignement ; **Danièle Hervieu-Léger**, professeur à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales ; **Philippe Lazar**, directeur de la revue *Diasporiques* ; **Maryam Mouzzouri**, doctorante à l'École pratique des Hautes Études ; **Bernard Quelquejeu**, philosophe, éthicien et théologien.

l'interconvictionnalité ne serait pas, en fait, un exercice ne concernant qu'une génération ?

**M.M.** : Permettez à la plus jeune d'entre nous d'en douter. J'ai pour ma part le sentiment – la conviction ? – que cette pratique peut aider à se construire, même si ce n'est pas par opposition à une culture dominante. C'est peut-être simplement encore un peu plus difficile !

**B.Q.** : Je crois qu'on n'échappera pas en effet à l'exigence de reconnaître la nécessité de s'inscrire, pour chacun de nous, dans une pluriappartenance : associative, culturelle, culturelle, citoyenne, etc. Le temps de l'appartenance unique, comblant tous les besoins (le village !), est bien révolu...

**D.H.-L.** : Mais la construction des lieux de socialisation qui le permettraient est incontestablement rendue aujourd'hui plus complexe pour les diverses raisons que nous avons évoquées.

**F.B.** : L'Union européenne ne joue pas en la matière le rôle qu'on pourrait espérer d'elle alors que le Conseil de l'Europe a, lui, une attitude beaucoup plus ouverte. Ce à quoi s'attache l'Union, c'est, au mieux, à la pluralité des courants de pensée, et plus particulièrement de ceux qui sont l'expression de pratiques religieuses, alors que ce qui nous paraît essentiel, au G3i, c'est de développer la capacité d'interaction de toutes les convictions, quelle que soit leur nature. C'est pourquoi, j'y insiste, nous parlons « d'inter » et non pas de « pluri » convictionnalité.

**D.H.-L.** : Je suis bien d'accord sur l'intérêt majeur d'une telle démarche mais néanmoins quelque peu circonspecte sur sa probabilité d'aboutir. Si vous réunissez autour de la même table des partisans du mariage pour tous et des adeptes frénétiques d'une biologisation absolue de la « loi naturelle », on n'ira pas très loin, croyez-moi, en matière de dialogue interconvictionnel !

**P.L.** : Certes, mais faut-il en rester à ce constat lucide ou poser la question du « jusqu'où peut-on » ou « jusqu'où faut-il aller trop loin » quand on est confronté par exemple, en tant qu'enseignant en sciences, à des jeunes qui refusent d'entendre quoi que soit au sujet de l'Évolution, voire qui pensent que la Terre a été créée en sept jours. Faut-il rester les bras croisés, et que pourrait-on faire d'autre ?

**D.H.-L.** : Rien ! L'échange direct des arguments est vain puisque les deux univers de rationalité qui se confrontent sont rigoureusement étanches l'un à l'autre. Plus : l'effort de l'un pour argumenter en raison renforce la conviction de l'autre en l'autorisant à se poser en victime d'oppression intellectuelle !

**M.C.** : Il faut quand même essayer de travailler avec leur famille, même si c'est sans grand espoir. En tout état de cause, il est impossible de faire l'impasse sur l'obstacle quasi insurmontable que constitue l'existence de deux discours contradictoires à la maison et à l'école. Et le discours familial a toutes les chances d'être dominant puisqu'il est présenté comme détenteur de « la vérité ».

**F.B.** : Il y a un certain glissement dans notre discussion : elle semble laisser entendre que l'interconvictionnalité aurait pour objet de permettre à certains de convaincre les autres. Je ne crois pas que ce soit sa vocation première. Elle a pour premier objectif de faire en sorte, beaucoup plus modestement, que les uns et les autres acceptent de s'écouter, même si c'est sans véritablement se comprendre. Et, au-delà de cette écoute, même réticente, l'inconscient travaille et peut susciter à terme des rapprochements pourtant au départ très improbables.

**PL.** : Je crois en effet que l'objet premier de l'interconvictionnalité est de promouvoir non pas des rapprochements mais plus simplement la nécessité d'un minimum de réciprocité dans la reconnaissance du droit de l'autre à être ce qu'il est, même si l'on a la conviction intime qu'il est « dans l'erreur ». D'où l'accent que nous mettions au début de ce débat sur le désir de vérité plutôt que sur la vérité elle-même.

**B.Q.** : Le simple fait de mener un dialogue même sans conclusion déplace les horizons de chacun des participants, ce qui favorise une coexistence apaisée.

**D.H.-L.** : Cette démarche est en effet sûrement la bonne pour autant que les protagonistes disposent d'un langage leur permettant de communiquer. Un langage et aussi des situations concrètes à prendre en compte. Les gens qui sont complètement enfermés dans une rhétorique qui ne leur permet pas d'évoluer peuvent parfois en contourner les blocages quand ils se trouvent confrontés à des « cas » qui ne cadrent pas avec elle. Par exemple quand des opposants absolus au mariage pour tous prennent conscience du fait que le pizzaiolo du coin est homosexuel et qu'il vit maritalement avec son compagnon depuis des décennies : ils sont alors obligés de se demander en leur âme et conscience si leur voisin est vraiment intrinsèquement pervers...

## Au Proche-Orient, Nabil et Moshe dialoguent...



M.C. : Et cela vaut sans doute tout autant pour les enfants à l'école...

D.H.-L. : Il y a toutes sortes de mouvements de jeunesse qui en ont en fait parfaitement conscience.

P.L. : Peut-être pouvons-nous ainsi ne pas désespérer de la possibilité, à tout le moins, d'agir ensemble même si c'est avec des finalités très différentes...

F.B. : Oui, pour autant que nous parvenions à engager de façon régulière et répétitive des confrontations interconvictionnelles à un niveau d'organisation permettant à chacun de s'exprimer sans se faire immédiatement contredire ! ☺

## L'interconvictionnalité, une chance pour l'Europe

Les membres du G3i appellent les institutions européennes :

- à proclamer le principe d'interconvictionnalité ;
- dans le cadre des articles 11 du Traité de l'Union européenne et 17 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, à instituer des espaces structurés de consultation et de dialogue interconvictionnels ;
- plus généralement, à faciliter la mise en place d'une démocratie participative, articulée de façon constructive avec la démocratie représentative ;
- pour ce faire, à soutenir l'éducation à la citoyenneté responsable et la formation au dialogue interconvictionnel.

*Diasporiques n° 24, décembre 2013*

**PROPOS RECUEILLIS ET RETRANSCRITS**

**PAR PHILIPPE LAZAR**

**PHOTOGRAPHIES DE JEAN-FRANÇOIS LÉVY**

